



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Centre de crise et de soutien

Rapport d'activité

2021





→ Avant-propos

L'année 2021 a encore été une année hors du commun pour le Centre de crise et de soutien (CDCS). **Plus d'une trentaine d'évènements significatifs** à travers le monde ont été suivis par le CDCS en lien avec notre réseau diplomatique et consulaire.

Par son intensité exceptionnelle, **la crise en Afghanistan se démarque dans cette année de forte mobilisation**. Le CDCS a pris part à la fois aux opérations d'évacuation de Kaboul de nos compatriotes, de leurs ayants-droit et des Afghanes et Afghans menacés à mettre en protection en France. Il s'est mobilisé face au défi que représente la réponse à **la très grave crise humanitaire qui impacte des millions de personnes** dans le pays. En Afrique, les équipes du CDCS en lien avec notre ambassade à Addis-Abeba ont été mobilisées fin 2021 afin d'organiser **le rapatriement de notre communauté suite à la dégradation de la situation sécuritaire en Ethiopie**.

Cette année hors norme fut également marquée par **la persistance d'une situation sanitaire détériorée par la pandémie de Covid-19**. Le CDCS et tout particulièrement la taskforce Coronavirus sont restés activement mobilisés tout au long de l'année écoulée pour répondre aux conséquences multiples induites par la propagation du virus et de ses variants. **Nous avons multiplié durant l'année écoulée les opérations d'envoi de matériel médical avec 52 opérations d'urgence** visant à répondre aux besoins humanitaires des populations affectées par les regains

épidémiques notamment en Inde, au Liban et en Tunisie. Nous poursuivrons en 2022 notre mobilisation sans relâche, encouragés par les résultats d'une **enquête de la Cour des Comptes publiée en mars 2021** dans son rapport annuel. Elle y salue le travail accompli lors de la mobilisation sans précédent du CDCS pour les opérations d'aide au retour de 370 000 Français bloqués à l'étranger entre mars et juin 2020. Elle en dresse un bilan très positif mettant en exergue à la fois l'efficacité de ces opérations et la maîtrise des coûts qui les a caractérisées.

2021 a été exceptionnelle par l'ampleur des moyens engagés au titre de la réponse humanitaire et de stabilisation du CDCS. Elle a atteint 131 millions d'euros en franchissant un nouveau palier, nous permettant de **financer 260 projets** à travers le monde. **La croissance des moyens engagés au profit de l'aide humanitaire devrait se poursuivre en 2022**, mobilisant davantage le CDCS qui n'a de cesse de renforcer ses capacités d'audit et ses règles de conformité.

Enfin, cette année s'est conclue aussi par **le lancement de la nouvelle version de l'application Conseils aux voyageurs**, marquant une véritable amélioration du service offert aux usagers. Avec un record de fréquentation absolue en 2021, **les Conseils aux Voyageurs ont comptabilisé 63 millions de visites** sur le site internet, ce qui démontre leur utilité mais aussi l'exigence de sa mise à jour permanente.

A n'en pas douter, 2022 sera à nouveau une année de très forte sollicitation. Notre engagement restera permanent dans un contexte de multiplication et de complexification des crises et dans un environnement sanitaire contraignant. Nos réponses pour assurer la sécurité de nos communautés françaises et mobiliser une aide au profit des populations affectées par les crises continueront avec la même motivation.

La présidence française de l'Union Européenne marquera aussi les mois à venir. Le Président de la République Emmanuel Macron s'était engagé, lors de la Conférence nationale humanitaire du 17 décembre 2020, à l'organisation d'un **Forum humanitaire européen**. La première édition de ce forum se tiendra au premier semestre 2022, co-organisée par la France et la Commission européenne, le **CDCS en sera l'un des principaux services organisateurs**.

Ayant pris depuis début septembre 2021 la direction du CDCS, j'ai pu mesurer **l'enthousiasme des agents, leur mobilisation de tous les instants ainsi que leur professionnalisme**. C'est un immense privilège de diriger cette équipe d'une grande qualité qui sait faire preuve d'agilité et d'ingéniosité pour répondre aux plus graves crises surgissant dans le monde comme le démontre ce rapport annuel d'activité. Je vous en souhaite une très bonne lecture !

Stéphane Romatet

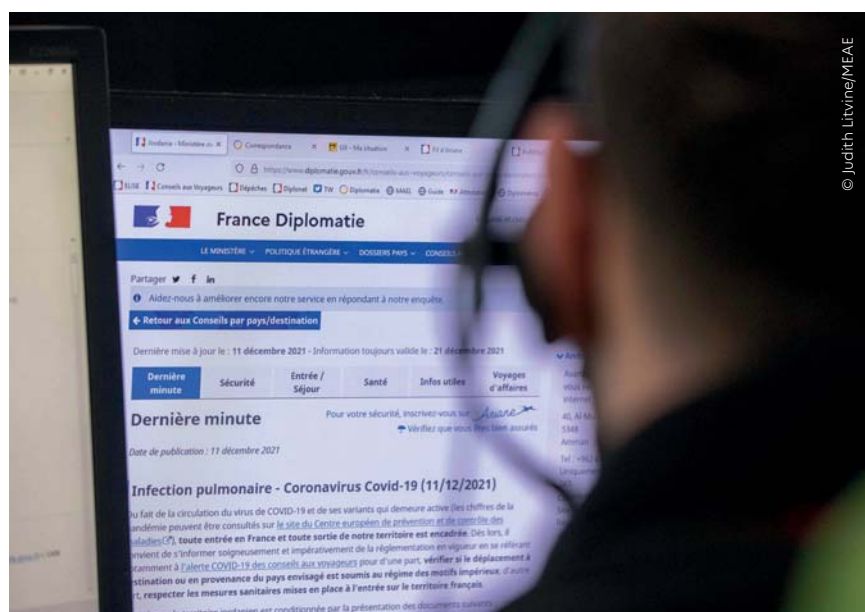
Directeur du Centre de crise et de soutien



Sommaire

Le Centre de crise et de soutien : au cœur de l'action consulaire et humanitaire de la France	6
Les opérations d'évacuation d'Afghanistan : une coordination interministérielle assurée par le CDCS.....	10
La veille, l'analyse des risques et l'alerte.....	12
Les services aux usagers : information, alerte et conseil.....	12
La veille et la permanence diplomatique et consulaire.....	14
La réponse aux crises sécuritaires	15
La planification	16
La préparation aux situations d'urgence et la gestion des crises.....	17
Faits marquants 2021	17
Le suivi des affaires individuelles.....	18
Données 2021	18
Faits marquants 2021	18
Santé : conseil, expertise et appui opérationnel.....	19
Envoi de matériels médicaux d'urgence en situation de crise	19
Envoi d'équipes médicales spécialisées en situation de crise	20
La dimension psychologique lors des crises	21
L'action humanitaire d'urgence et la stabilisation en zone de crise	22
L'action humanitaire	26
La stabilisation	31
Bilan financier des opérations du COHS en 2021 : 131 M€ exécutés.....	35
Communication et relations extérieures	38

Le Centre de crise et de soutien : au cœur de l'action consulaire et humanitaire de la France



Unité de veille du Centre de situation du CDCS

NOS PRINCIPES D'ACTION

- Une **veille permanente** : le CDCS est opérationnel **24h/24**
- Une **grande réactivité** pour le suivi et la réponse aux crises
- Une capacité de **coordination multi-acteurs**
- Une aptitude opérationnelle à la **projection sur le terrain**

→ Des missions transverses

Créé en 2008, le Centre de crise et de soutien (CDCS) est un service du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) directement placé sous l'autorité du Ministre. **Il fonctionne 24h/24 et 7j/7** pour assurer le suivi des crises internationales et la continuité des missions du ministère durant les nuits et les week-ends.

Au quotidien, deux grandes missions principales lui sont confiées :

- en liaison avec le réseau diplomatique et consulaire, il est chargé de la **protection des ressortissants français à l'étranger**. A cet égard, il assure des activités d'anticipation, de veille et d'alerte ;
- il coordonne également **les réponses humanitaires d'urgence de la France** en direction de pays affectés par des catastrophes naturelles ou des conflits. Dans un contexte de sortie de crise, il met également en place **des programmes de stabilisation**.

Le CDCS assure un rôle pivot au sein du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères :

- auprès du cabinet du Ministre en pilotant un suivi dynamique des situations crisogènes ;
- en lien avec les directions géographiques en prenant en compte l'analyse et l'expertise des contextes régionaux en situation de crise ;
- en lien avec les directions thématiques en assurant une action coordonnée en matière d'humanitaire et de stabilisation et en préparant les grands rendez-vous diplomatiques sur ces questions ;
- en lien avec la direction de la communication et de la presse en valorisant ses opérations auprès du grand public et de l'ensemble des partenaires nationaux et internationaux.

Le CDCS entretient des liens permanents avec de nombreux partenaires ministériels pour répondre aux crises et principalement les ministères des Armées, des Solidarités et de la Santé, de l'Intérieur et de la Justice.



Séminaire de formation des nouveaux agents du CDCS, septembre 2021

→ Une équipe multidisciplinaire de 117 agents

L'équipe du CDCS se compose d'agents titulaires de la fonction publique de catégories A, B et C et de nombreux agents contractuels.

Nombreux sont les agents qui disposent d'une **expérience de terrain** mais aussi de **compétences spécialisées**, notamment en matière d'humanitaire et de stabilisation.

Une **diplomate d'échange allemande** est par ailleurs accueillie chaque année au sein du Centre de situation du CDCS, comme les années précédentes.



117 agents représentant **101,5 postes** équivalent temps plein (ETP), dont **16 postes** composant la **taskforce Afghanistan** (10 agents) et la **taskforce Coronavirus** (6 agents)

66 agents de catégorie A (dont 41 % de femmes)

30 de catégorie B (dont 47 % de femmes)

21 de catégorie C (dont 39 % de femmes)

42 contractuels (dont 50% de femmes)

10 agents mis à disposition par d'autres ministères

Au total, l'équipe du CDCS est composée de 50 femmes et 67 hommes soit 43 % de femmes.

ORGANIGRAMME DU CDCS

Chargés de mission experts
Assistants
Centre des archives
et de la documentation

Unité de gestion
administrative, budgétaire
et de soutien logistique

Directeur
Stéphane Romatet

Directeur adjoint
Alexis Le Cour
Grandmaison

Taskforce Coronavirus

Taskforce Afghanistan

Centre de situation

Centre des opérations
d'urgence

Centre des opérations humanitaires
et de stabilisation

→ Des pôles d'expertise

- **Expertise médico-psychologique**

Le pôle santé travaille de manière transversale avec l'ensemble des équipes du CDCS et apporte son expertise, notamment lors des cellules de crise et des interventions d'urgence. Il procède à une évaluation médicale et propose un soutien sanitaire adéquat à l'ambassade ou au consulat en cas de crise. Il est renforcé par une psychologue qui assure notamment un suivi spécifique des affaires individuelles les plus délicates et appuie les équipes de la réponse téléphonique.

- **Expertise juridique**

Dans un contexte de judiciarisation croissante de l'action de l'État, une magistrate de liaison apporte les éclairages nécessaires sur tous les aspects juridiques des situations se présentant dans le cadre des missions du CDCS. La magistrate de liaison assure la synergie avec la délégation interministérielle à l'aide aux victimes sur de nombreux sujets communs, et constitue un maillon privilégié entre le CDCS, le ministère de la Justice et l'autorité judiciaire.

- **Expertise cartographique**

La connaissance fine des zones où peuvent éclater les crises sécuritaires est nécessaire au CDCS pour l'aider dans sa mission de protection de la communauté française à l'étranger. Les cartographes du CDCS matérialisent les zones à risque en les cartographiant pour les Conseils aux voyageurs et apportent des outils d'aide à la décision durant les crises.

- **Expertise de conformité et de redevabilité**

L'augmentation des moyens financiers alloués à l'aide d'urgence a pour corollaire une exigence de suivi et de redevabilité accrue. Une unité de conformité veille à l'application par les agents du service de procédures internes en amont de tout financement. Elle guide les ONG soutenues par le CDCS dans l'application de ces mêmes procédures ainsi qu'en matière de respect des mesures restrictives et de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

- **Une taskforce Coronavirus**

Rattachée au CDCS, la taskforce a été mise en place dès le 7 février 2020 pour renforcer la coordination interservices et assurer, pour le MEAE, l'interface avec les autres ministères. Elle assure un rôle de suivi de l'évolution de l'épidémie à l'échelle internationale, en particulier européenne, s'agissant de ses conséquences en termes de mesures sanitaires, notamment aux frontières. Elle assure la représentation du ministère dans les structures interministérielles, notamment le centre interministériel de crise (CIC).

- **Une taskforce Afghanistan**

Rattachée au CDCS, elle a été mise en place mi-octobre 2021 en vue de la réalisation des engagements pris par le Président de la République concernant l'évacuation de Kaboul vers Paris, des nombreux Afghans menacés en raison de leur engagement politique, professionnel ou associatif.



Signature le 3 novembre 2021 par le Directeur du CDCS et Electriciens sans frontières du renouvellement de leur partenariat

→ Un vaste réseau de partenaires

L'action du CDCS s'inscrit plus que jamais dans une **dynamique européenne** : des échanges réguliers avec nos partenaires européens sont établis pour se coordonner durant les crises, notamment lors de la prise en charge de ressortissants européens dans le cadre du dispositif français de réponse, ainsi que pour des partages d'expérience. Sous la coordination de la **Commission européenne et de**

son **centre de coordination de la réaction d'urgence (ERCC)**, la France peut également bénéficier du soutien du **Mécanisme de protection civile de l'Union (MPCU)**.

Le CDCS a également noué des partenariats avec de nombreux acteurs tels que les **entreprises françaises et les opérateurs de l'Etat** présents à l'étranger. Il entretient un dialogue régulier avec les **ONG humanitaires** et mobilise les **fondations d'entreprises** au profit des opérations humanitaires d'urgence.



LES CHIFFRES CLÉS DE 2021

63 millions de consultations des Conseils aux voyageurs

182 078 nouvelles inscriptions Ariane

31 000 d'appels reçus en dehors des crises à l'unité de veille

26 jours de mobilisation en cellule de crise

131 millions d'euros de budget pour l'action humanitaire et la stabilisation

260 projets humanitaires et de stabilisation subventionnés par le CDCS

LES OPÉRATIONS D'ÉVACUATION D'AFGHANISTAN : UNE COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE ASSURÉE PAR LE CDCS

→ 1^{RE} PHASE : PRINTEMPS 2021

La France a multiplié les appels aux ressortissants français et aux collaborateurs de la France à quitter l'Afghanistan dès le printemps.

La mobilisation de notre ambassade à Kaboul et du CDCS en lien avec la Direction en charge des Français de l'étranger et la Direction Asie du ministère a permis dès le mois de mai 2021 l'évacuation de Français et de leurs ayants droit ainsi que d'Afghanes et Afghans particulièrement menacés à raison de leur lien avec la France, tels que des anciens personnels civils de recrutement local de nos armées (PCRL) ou les agents de droit local (ADL) recrutés par le ministère.

623 personnes ont ainsi pu quitter l'Afghanistan lors de ces premières évacuations organisées entre le 10 mai et le 17 juillet 2021.



Missionnaire de renfort du CDCS à l'aéroport de Kaboul en août 2021

→ 2^E PHASE : L'OPÉRATION APAGAN

A la suite de la prise de Kaboul par les Talibans en août 2021, la France a procédé à l'évacuation de nos compatriotes, de citoyens de pays partenaires ainsi que d'Afghanes et d'Afghans menacés à raison de leurs engagements ou de leurs liens avec notre pays.

Face à l'urgence et dans des circonstances difficiles, les services de l'Etat ont œuvré sans relâche. A la demande du Président de la République, l'opération d'évacuation aérienne APAGAN a été organisée au départ de l'aéroport de Kaboul. Un double pont aérien a été mis en place du 15 au 27 août 2021 afin d'assurer la liaison entre Kaboul et Abou Dabi, point d'étape dans une base militaire avant le transfert entre Abou Dabi et Paris en avion civil.

Organisée par les forces armées françaises, et notamment l'Armée de l'air et de l'espace, cette opération a été coordonnée sur place par notre poste à Kaboul - relocalisé à l'aéroport de Kaboul après la fermeture de l'ambassade - et notre poste à Abou Dabi et depuis Paris par le CDCS qui a activé une cellule de crise du 14 au 29 août 2021.

Le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Santé ont également apporté leur soutien notamment à l'arrivée en France.



Accueil à l'aéroport Roissy - Charles de Gaulle de ressortissants français et de leurs ayants droit évacués de Kaboul en septembre 2021



Plus de 2 000 personnes ont été évacuées vers la France ces derniers jours.
Nous le devons à la réactivité et au professionnalisme de nos militaires et policiers, des agents de l'État et tout particulièrement des équipes du Quai d'Orsay dont je suis venu saluer le dévouement.



12:53 PM · 24 août 2021 · Twitter Web App

Visite du Premier ministre Jean Castex au CDCS le 24 août 2021 durant l'opération Apagan

L'appui de nos alliés, notamment américains, qui ont joué un rôle crucial dans la sécurisation de l'aéroport de Kaboul, a été déterminant pour la réussite de cette opération complexe. **Elle a permis d'organiser 23 vols d'évacuation entre Kaboul et Abou Dabi et 15 vols entre Abou Dabi et Paris.**

Près de 2900 personnes ont ainsi pu être mises en sécurité dont 2635 Afghanes et Afghans et près de 200 Français et ayants-droits.

Cela a été possible grâce à la mobilisation exceptionnelle des agents du CDCS et d'autres services du ministère : **146 agents du ministère se sont relayés 24h/24h au sein de la cellule de crise** afin d'assurer la coordination des évacuations en lien avec les différents services de l'État et notre poste relocalisé à l'aéroport de Kaboul.

Le CDCS a également envoyé plusieurs agents en soutien aux postes : deux agents à l'aéroport de Kaboul en soutien à l'ambassade et quatre sur la base militaire d'Al-Dhafra à Abou Dabi.

→ 3^E PHASE : DEPUIS LE 10 SEPTEMBRE

Après le 27 août, date du retrait des troupes américaines qui assuraient la sécurisation de l'aéroport, des vols d'évacuation ont de nouveau pu être organisés avec l'aide du Qatar, qui a planifié de nouvelles opérations au profit de nombreux pays.

Le CDCS, renforcé par une taskforce Afghanistan à la mi-octobre est resté pleinement mobilisé. Entre le 10 septembre et le 3 décembre 2021 : 110 Français et leurs ayants droit ainsi que 396 Afghanes et Afghans à mettre en protection ont été évacués par une dizaine de vols distincts organisés par le Qatar entre Kaboul et Doha. Le CDCS a ensuite organisé le transfert de Doha vers la France.



Missionnaire de renfort du CDCS à Doha pour accueillir les personnes évacuées de Kaboul avant leur départ vers la France - décembre 2021



Des représentants du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et notamment du CDCS ont été invités à une réception en l'honneur des agents de l'État mobilisés durant l'opération Apagan organisée à l'Élysée par le Président de la République le 29 octobre 2021.

Pour voir le discours du Président de la République :
<https://www.youtube.com/watch?v=d1g74yV6S0M>

La veille, l'analyse des risques et l'alerte

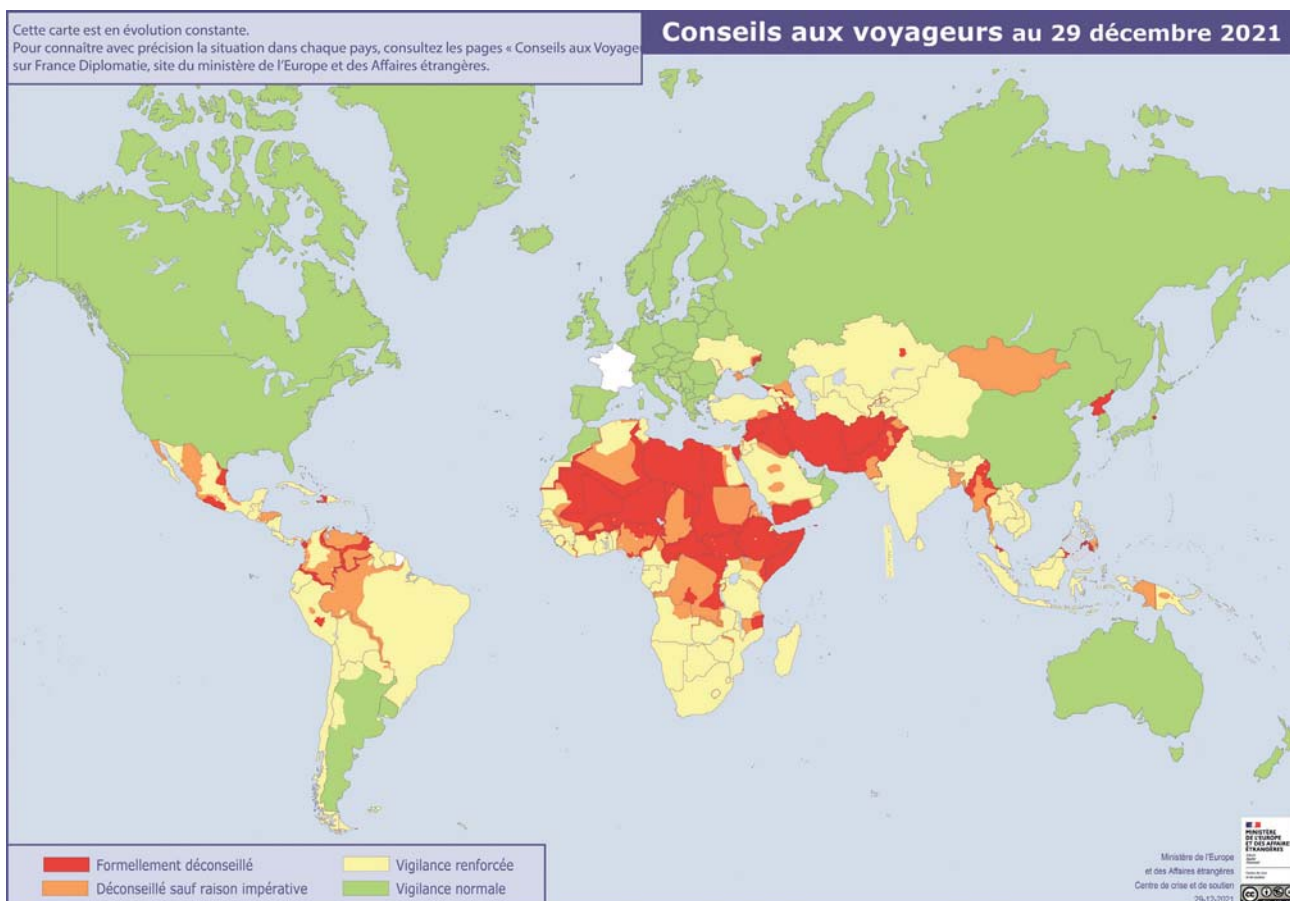
> Les services aux usagers : information, alerte et conseil

Le CDCS, en lien avec le réseau diplomatique et consulaire, élabore en continu des recommandations de sécurité qu'il diffuse principalement au moyen de deux outils au service des voyageurs : **les Conseils aux voyageurs et le service Ariane**.

> Les Conseils aux voyageurs

Les Conseils aux voyageurs visent à faciliter la préparation et le bon déroulement des déplacements touristiques ou professionnels de courte durée. Ils fournissent des informations pratiques et des recommandations sécuritaires à

travers 191 « fiches pays » assorties de cartes et une dizaine de fiches thématiques (santé, piraterie, Sahel, Moyen-Orient...). Très consultés par les usagers, les Conseils aux voyageurs sont régulièrement actualisés, en associant l'expertise de notre réseau diplomatique et de plusieurs directions du ministère ainsi que celle d'autres organismes publics.



L'audit de suivi de la certification **ISO 9001**, mené en mai 2021, a permis de constater la **résilience et la performance** du processus d'élaboration et d'actualisation des Conseils aux voyageurs et la **qualité du**

service public rendu ainsi qu'en témoigne la fréquentation record du site internet, et les taux élevés de satisfaction observés à l'occasion des enquêtes annuelles menées auprès des professionnels et du grand public.



Unité d'analyse et de planification
du Centre de situation du CDCS

EN 2021 :

63 millions de visiteurs sur les pages **Conseils aux voyageurs** du site **diplomatie.gouv.fr** (32 millions en 2020 soit 95 % d'augmentation)

3 773 modifications réalisées

584 réponses écrites apportées à des demandes d'avis de particuliers (hors Covid-19)



© MEAE/Judith Litvine

« DERNIÈRES MINUTES »

En cas d'événement pouvant affecter la sécurité des Français à l'étranger (manifestation, attentat, épidémie, séisme...), des informations et consignes spécifiques sont publiées dans la rubrique « dernières minutes » des Conseils aux voyageurs.

2 966 « dernières minutes » publiées en 2021 (3 081 en 2020)

Les 5 destinations les plus consultées en 2021

1. Espagne ;
2. Italie ;
3. Maroc ;
4. Portugal ;
5. Tunisie

> Le service *Ariane*

L'inscription sur Ariane à partir du site **diplomatie.gouv.fr** permet aux voyageurs de recevoir par mail ou par SMS des messages d'alerte et des consignes de sécurité si la situation dans le pays visité le justifie. Ces alertes peuvent porter sur des risques naturels, terroristes, sanitaires ou autres.

182 078 nouvelles inscriptions en 2021 (- 47 % par rapport à 2020, les voyages étant fortement contraints par les mesures sanitaires mises en place par les différents pays dans le cadre de la pandémie de Covid-19)

2 316 campagnes d'alerte diffusées en 2021 (2 723 en 2020)

> Les conseils aux opérateurs de l'État et aux entreprises

Le CDCS entretient des échanges réguliers avec de nombreux partenaires au sujet de la situation sécuritaire dans le monde et leur transmet des recommandations adaptées aux spécificités de leurs missions et personnels.

150 entreprises et opérateurs conseillés en 2021, à l'occasion d'échanges particuliers ou de réunions spécifiques.

44 formations et interventions ont été assurées auprès des entreprises/opérateurs en 2021 sur des thématiques sécuritaires, notamment pour sensibiliser les volontaires internationaux sur les risques avant leur affectation à l'étranger.

En 2021, les séminaires consacrés à la sécurité et l'expatriation organisés par le CDCS au profit des entreprises et des opérateurs ont dû être annulés en raison de la crise de la Covid-19 mais une cinquantaine de réunions d'information thématiques et de formations ont été organisées à distance.

> La veille et la permanence diplomatique et consulaire

L'UNITÉ DE VEILLE DU CDCS : UN SERVICE MOBILISÉ 24/7

Une équipe de **17** veilleurs, dont 13 effectuent par roulement la permanence de nuit, de week-end et de jours fériés

Des synthèses d'actualité et des bulletins diffusés quotidiennement sur les thématiques de sécurité

31 000 appels d'utilisateurs traités en 2021 via la permanence téléphonique accessible au public (soit + 28 % par rapport à 2020)

Le CDCS est en charge du suivi, de la collecte et de la synthèse des informations relatives aux situations d'urgence et aux crises dans le monde. Il alerte sur les événements susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité des Français à l'étranger ou requérant une action humanitaire d'urgence. La nuit, le week-end et les jours fériés, il contribue à la continuité du service public en assurant une permanence pour l'ensemble du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.



Unité de veille du Centre de situation du CDCS

La réponse aux crises sécuritaires

Le CDCS est chargé de la planification de la réponse aux crises, de la professionnalisation à la gestion de crise des agents en centrale comme dans les postes diplomatiques et consulaires, ainsi que de l'activation des cellules de crise en cas d'événement. Si la situation et l'ampleur de la crise le nécessitent, le CDCS dépêche des agents afin de renforcer les équipes diplomatiques et consulaires sur le terrain. Il organise un retour d'expérience après chaque crise.

33 pays ont connu une crise significative

(hors Covid-19), nécessitant une mobilisation spécifique du CDCS en 2021.

Le CDCS et la DFAE siègent régulièrement au sein du comité consulaire de l'Union européenne (Cocon), qui a permis des échanges de vues entre Etats membres sur la protection consulaire et une meilleure coordination pour le traitement des crises concernant un nombre élevé de ressortissants européens.

Cellule de crise du CDCS durant l'opération APAGAN en août 2021



Enquête de la Cour des comptes sur les opérations de retour des Français coordonnées par le CDCS en 2020

Le rapport public annuel 2021 de la Cour des comptes présente l'enquête réalisée par cette dernière sur les opérations d'aide au retour des Français bloqués à l'étranger coordonnées par le CDCS entre mars et juin 2020 (cf. Rapport d'activité 2020 du CDCS pp. 6 à 9). Cette crise de nature inédite s'est caractérisée par son exceptionnelle complexité, ubiquité et soudaineté,

ayant nécessité l'activation prolongée d'un dispositif de crise à Paris, par le CDCS, comme à l'étranger, par notre réseau diplomatique et consulaire. Elle a requis de nombreuses démarches diplomatiques et politiques auprès des dirigeants étrangers. Lors de la conférence de presse qu'il a tenue le 18 mars 2021 pour présenter le rapport public annuel de la Cour, M. Pierre Moscovici, premier président, a souligné la mobilisation exceptionnelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) et d'Air France, ayant permis à 370 000 compatriotes de regagner le territoire national, dont 240 000 avec l'aide directe des autorités françaises. Il a insisté, par ailleurs, sur le coût maîtrisé pour l'Etat de ces opérations de retour.

Tout en soulignant un contexte d'intervention particulièrement difficile, la Cour conclut dans les termes suivants son rapport : « *Fruit d'une décision politique et non d'une obligation juridique, le plan d'aide au retour des Français dans le cadre de la pandémie de Covid-19 a permis à plus de 240 000 personnes de regagner le territoire national dans une période où le confinement était la règle dans la plupart des pays du monde et où le trafic aérien civil connaissait une très forte réduction. Malgré une sous-estimation initiale des besoins et des délais d'attente jugés parfois longs par les bénéficiaires, des solutions d'acheminement ont été offertes, par avion comme par bateau, pour un coût net pour les finances publiques de l'ordre de 8,5 M€, soit 35 € par personne aidée, absorbé par le budget du MEAE.*

Ce bon résultat s'explique par la capacité d'adaptation, à Paris et dans les postes, d'équipes du MEAE qui s'étaient préparées à la gestion de crise, et par l'engagement d'Air France, qui a permis de limiter le nombre des affrètements. Des leçons

devront être tirées de cette expérience, notamment pour mieux faire connaître à l'avenir les outils de communication entre les services diplomatiques et consulaires et les Français en difficulté à l'étranger, et pour renforcer la capacité de réponse aux appels téléphoniques et aux courriels. Mais dans la gestion de cette crise exceptionnelle, le MEAE a su déployer, globalement, une action de service public efficace à un coût maîtrisé. »

Le CDCS, en lien avec les directions concernées, travaille à la **mise en œuvre des recommandations formulées par la Cour** visant à promouvoir et renforcer l'utilisation des supports d'information et de prévention et poursuivre le processus d'amélioration continue des outils de gestion de crise du ministère.



Tome I - L'aide au retour des Français retenus à l'étranger par la pandémie de covid 19

> La planification

> Le suivi des plans de sécurité

Le CDCS travaille, en étroite coordination avec les ambassades et consulats généraux, à la mise en place et à l'actualisation de plans de sécurité. Par une analyse des risques et en déterminant les actions à entreprendre et les moyens à mobiliser, ces plans contribuent à la protection des ressortissants français.

222 plans de sécurité

au bénéfice de la communauté française résidente ou de passage **sont suivis par le CDCS et donnent lieu à des analyses régulières.**

319 cartes ont été élaborées

(Conseils aux voyageurs, suivi d'une crise spécifique, plan de sécurité et cartes « thématiques »...).

RESEAUX DE COMMUNICATION ET STOCKS ALIMENTAIRES ET MEDICAUX DES POSTES

Le CDCS permet aux ambassades et consulats de s'approvisionner en matériel de protection au profit de la communauté française.

- **Les réseaux de communication : investissement dans la téléphonie satellitaire et modernisation des moyens radio** dans 168 pays (passage de l'analogique au numérique notamment).
- **Les stocks médicaux : envoi de matériel médical** (stocks de médicaments, kits de premiers secours, équipements de protection individuelle...).
- **Les stocks alimentaires : des moyens financiers délégués aux ambassades** afin qu'elles constituent des stocks de denrées alimentaires acquises sur le marché local et **près de 10 000 rations alimentaires** envoyées dans 8 pays.

> La préparation aux situations d'urgence et la gestion des crises

L'unité de gestion des situations d'urgence prépare les agents du ministère aux crises. Elle est en première ligne de la gestion des crises pour soutenir les postes diplomatiques et consulaires impactés.

> La préparation aux situations d'urgence

L'année 2021 a vu la mise en œuvre effective d'une nouvelle approche de la préparation du réseau diplomatique et consulaire à la gestion de crise, afin de tirer les leçons de la crise de la Covid-19. Un socle minimal de préparation est désormais demandé de façon systématique à tous les postes, tenus de tester annuellement leur dispositif dans le cadre d'un exercice à réaliser en autonomie.

Des actions de préparation sur mesure sont également proposées : webinaires thématiques,

missions sur place permettant un audit complet du dispositif de crise, etc.

Ces actions ciblées ont touché **300 agents** en administration centrale et **500 agents** à l'étranger en 2021.

> La gestion des crises

En situation de crise, l'unité de gestion des situations d'urgence est en première ligne pour :

- coordonner de la cellule de crise ministérielle basée à Paris (en appui de la cellule de crise ouverte dans le ou les postes impactés) ;
- superviser les équipes de volontaires mobilisées pour la réponse téléphonique ouverte au grand public ;
- assurer l'envoi de renforts sur le terrain.

> Faits marquants 2021



Missionnaire de renfort du CDCS dans les locaux délocalisés de l'ambassade de France à l'aéroport de Kaboul - août 2021

AFGHANISTAN

- Mission de préparation du CDCS à Kaboul conduite en février et débouchant sur la consolidation d'une planification d'urgence.
- Organisation de plusieurs vols d'évacuation ayant permis à 623 personnes (ressortissants Français, agents de droit local afghans et leurs familles) de quitter le pays entre le 10 mai et le 17 juillet 2021 avant la prise de Kaboul par les Talibans.

- Dans le cadre de l'opération **APAGAN**, ouverture d'une réponse téléphonique ayant mobilisé 232 bénévoles et envoi d'une équipe projetée de 5 agents (un agent à l'aéroport de Kaboul et 4 sur la base aérienne d'Abou Dabi pour gérer leur transit avant l'arrivée en France).

- Poursuite, depuis septembre, des opérations de rapatriement de ressortissants français et d'évacuation d'Afghans menacés grâce à l'aide du Qatar, avec la projection régulière d'agents à Doha.

ÉTHIOPIE

- Mission de préparation à la gestion de crise à Addis-Abeba début novembre débouchant sur une planification d'urgence dédiée.
- Mise en œuvre de cette planification, en réponse à l'avancée des forces tigréennes sur Addis-Abeba, à travers la projection de deux agents le 23 novembre pour **préparer l'évacuation de nos ressortissants**, organisée sur des vols réguliers du 25 au 27 novembre 2021, puis à travers l'affrètement d'un vol d'évacuation dédié le 28 novembre 2021.



Le suivi des affaires individuelles

L'unité des affaires individuelles traite des morts violentes ou survenues dans des conditions suspectes, des disparitions inquiétantes et des enlèvements de Français à l'étranger. En liaison étroite avec le réseau diplomatique et consulaire, **le service est chargé de soutenir, d'orienter et d'accompagner les familles** dans l'accomplissement des démarches administratives et de veiller à ce que l'ensemble des services compétents de l'Etat se mobilisent sur les cas sensibles de sa compétence. Il peut mettre en relation les victimes et leurs proches avec une association d'aide aux victimes.

En cas d'ouverture d'une cellule de crise, **le pôle victimes**, animé par des agents de l'unité des affaires individuelles, traite les situations des personnes recherchées, blessées ou décédées en s'appuyant sur les informations transmises par l'ambassade ou le poste consulaire durant la crise et par la cellule de réponse téléphonique dédiée. **L'ensemble des données ainsi collectées est consolidé et exploité afin d'identifier et de localiser les personnes signalées.**

Une fois passée la phase aigüe de la crise, les dossiers de victimes sont transférés au ministère de la Justice (Service de l'accès au droit et à la justice et de l'aide aux victimes, Délégation interministérielle à l'aide aux victimes) qui, avec l'appui du réseau associatif (France Victimes) et des organes d'indemnisation, prend le relais du CDCS.



FAITS MARQUANTS 2021

- Enlèvement au Mali de notre compatriote, le journaliste Olivier Dubois le 8 avril 2021
- Libération, le 22 avril 2021, de deux religieux français enlevés le 11 avril 2021 à Port-au-Prince (Haïti)



DONNÉES 2021

233 décès signalés

dont **122** morts violentes ou suspectes,

parmi lesquels **22** homicides.

Le suivi des dossiers peut donner lieu à une interaction, souvent très étroite, avec les familles.

170 disparitions potentiellement inquiétantes ont été signalées.

156 personnes ont pu être retrouvées

tandis que **14** disparitions continuent de faire l'objet de recherches actives en lien avec les représentations diplomatique et consulaire.

Le CDCS contribue à établir le lien entre les familles et les postes, qui facilitent la recherche des personnes disparues à travers la mobilisation des autorités locales.

Suivi de plusieurs enlèvements de ressortissants français à l'étranger et relations avec les familles.

Santé : conseil, expertise et appui opérationnel

Le pôle santé travaille de manière transversale avec l'ensemble des équipes du CDCS et apporte l'expertise santé là où elle est requise, en planification mais aussi lors des cellules de crise et des interventions d'urgence (évaluation médicale et soutien sanitaire en cas de crise).

➤ Envoi de matériels médicaux d'urgence en situation de crise

Grâce aux partenariats noués ces dernières années en interministériel avec les acteurs de la santé, le CDCS a été en mesure d'acheminer rapidement une aide médicale d'urgence pour répondre au soutien des populations meurtries en 2021.

Ainsi lors de la crise en Afghanistan, mais aussi en Guinée Equatoriale et au Liban, les demandes exprimées et recensées par les autorités sanitaires locales faisaient état de besoins en **matériels et produits de santé**.

En 2021, le CDCS a envoyé :

- Un Poste Sanitaire Mobile (PSM) **en Afghanistan** : l'aide française était destinée à l'Institut médical pour la mère et l'enfant à Kaboul.

- Un demi Poste Sanitaire Mobile **en Guinée équatoriale**. **A la suite de plusieurs explosions survenues dans un dépôt de munitions militaire le 7 mars 2021 à Bata**, plus d'une centaine de personnes sont décédées et plus 600 autres ont été blessées. En plus de ce demi PSM permettant la prise en charge de 250 blessés graves, du matériel de lutte contre la Covid ainsi que des malles médicales d'urgence et de pédiatrie – pour soigner un millier de patients – ont également été acheminés.

Par ailleurs, lors de la résurgence de cas de **maladie à virus Ebola** et à **virus de Marburg** en Afrique de l'ouest, le CDCS a projeté des équipements de protection individuelle spécifiques pour les acteurs de santé locaux.

© ESOL/ministère de l'Intérieur



Fret médical envoyé en Guinée équatoriale en mars 2021



POSTE SANITAIRE MOBILE (PSM)

Le CDCS peut déployer un Poste Sanitaire Mobile (PSM), représentant plus de cinq tonnes de matériels (antibiotiques, pansements, médicaments de réanimation...) habituellement utilisés aux urgences des hôpitaux ou en cas de catastrophe par les SAMU. Les PSM sont gérés et stockés dans une plateforme logistique en Ile-de-France permettant une mobilisation rapide. L'envoi d'un PSM permet la prise en charge de 500 blessés.



FOCUS LIBAN

Le CDCS a organisé en mars et en mai 2021 **deux envois massifs de matériel médical** par voie maritime avec le soutien de la Fondation CMA CGM pour répondre aux besoins de plusieurs acteurs du secteur sanitaire libanais face à la propagation de la pandémie de Covid-19.

Ces dons du CDCS, du ministère des Solidarités et de la Santé et de nombreux partenaires associatifs et structures hospitalières françaises comprenaient principalement : des équipements d'oxygénothérapie et d'assistance respiratoire (150 extracteurs d'oxygène, des respirateurs de transport OSIRIS III...) ; des médicaments ;



Réception du matériel médical offert par la France au Liban à l'ambassade, en présence du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian - mai 2021

des kits de dépistage de la Covid ; des équipements de protection individuelle (dont plus de trois millions de masques) ; du matériel chirurgical ; des machines et équipements médicaux (des générateurs de dialyse et osmoseurs, un appareil de radiologie...).

Ces équipements ont été remis à divers bénéficiaires, dont **le ministère de la Santé libanais, la Croix Rouge libanaise, les Forces Armées Libanaises et divers hôpitaux** (Hôpital Getaoui, Hôtel Dieu de France, Hôpital Français du Levant...).

En octobre 2021, le CDCS a poursuivi son soutien direct à la population libanaise afin de lui permettre de faire face aux conséquences d'une crise socio-économique sans précédent en répondant aux besoins urgents de la population dans le domaine de la santé, y compris en matière de lutte contre la Covid-19. Constitué de dons du CDCS, du ministère des Solidarités et de la Santé et de l'association Tulipe, **un nouveau don de matériel médical d'une valeur d'un million d'euros** a été effectué. Il comprenait notamment des extracteurs d'oxygène, des respirateurs, des tests antigéniques, des masques, des malles de médicaments TULIPE, dont cinq destinées à la pédiatrie, et un Poste Sanitaire Mobile (PSM) permettant la prise en charge de 500 blessés graves. Ces équipements étaient destinés à trois hôpitaux publics et un hôpital privé.



Envoi d'équipes médicales spécialisées en situation de crise

Pour répondre aux situations de crise, le CDCS est en capacité de projeter **des équipes médicales d'urgence** au profit des communautés impactées, que ce soit dans un cadre sécuritaire et/ou humanitaire.

La projection de ces équipes médicales et de ces matériels reste une opération complexe, qui nécessite une coordination interministérielle et logistique avec les acteurs du ministère des Solidarités et de la Santé dont Santé Publique France et l'APHP, le ministère de l'Intérieur mais aussi les acteurs du secteur privé.

- En 2021, lors de la crise **en Afghanistan**, le CDCS a mobilisé une équipe d'urgentistes du ministère de l'Intérieur, une infirmière puéricultrice de Santé Publique France, et une unité de **soutien médico-psychologique** du ministère des Solidarités et de la Santé au profit des agents évacués de Kaboul et de la communauté française impactée.
- En **Guinée équatoriale** à la suite de l'explosion de Bata, le CDCS a également supervisé **le déploiement en urgence d'une équipe médicale** de soutien aux 10 démineurs envoyés sur place en mission d'expertise par la sécurité civile française.

PLAN SANTÉ COVID AU PROFIT DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Dans le cadre de la réponse à la crise de la Covid-19, le CDCS a mis en place un Plan Santé Covid dès avril 2020 pour renforcer la prise en charge médicale des communautés françaises à l'étranger. Déployé dans 92 pays, ce plan santé a permis de répondre à trois besoins :

1. Apporter un soutien médical aux communautés françaises, notamment grâce au recours à la télé-médecine et au télé-suivi ;

2. Renforcer les capacités de prise en charge locales des formes modérées à graves de la Covid, par l'envoi de lots de médicaments, de lots oxygène (concentrateurs, générateurs d'oxygène avec leurs consommables) et d'équipements de protection individuelle (EPI) dans le réseau diplomatique et consulaire ;

3. Mettre en place un dispositif d'évacuation sanitaire spécifique vers la France pour les patients gravement atteints par la Covid, sans assurance et lorsque l'offre de soins locale ne permet pas la prise en charge. Depuis le début de la pandémie, le pôle santé du CDCS a organisé **81 évacuations sanitaires permettant de prendre en compte une centaine de patients** atteints d'une forme grave de la Covid-19.



La dimension psychologique lors des crises

Une psychologue apporte une expertise interne notamment lors des formations et un soutien opérationnel auprès des communautés françaises à l'étranger.

> Le soutien psychologique individuel

Le CDCS assure dans l'urgence, à distance, le soutien psychologique des Français en difficultés à l'étranger et de leur famille.

En 2021, cette assistance concernait notamment :

- des Français contaminés et/ou bloqués du fait de la pandémie de COVID 19 ;
- des situations individuelles complexes : disparitions inquiétantes, morts violentes, enlèvements.

> Le soutien psychologique en cas de crise

Le CDCS peut mobiliser des équipes de soins médico-psychologiques pouvant être déployées auprès des communautés françaises impactées par une crise à l'étranger.



Arrivée à l'aéroport Roissy - Charles de Gaulle de Français et leurs ayants droit : retrouvailles familiales avec des évacués de Kaboul en septembre 2021

En 2021, 70 praticiens en santé mentale experts en psycho-traumatisme ont bénéficié d'une formation pour être en capacité de répondre à cette mission.

Une aide sur mesure a été mise en œuvre durant la crise en Afghanistan avec notamment l'activation d'une ligne téléphonique de soutien médico-psychologique du ministère des Solidarités et de la Santé mise à disposition des personnes impactées par la crise.



L'action humanitaire d'urgence et la stabilisation en zone de crise

Le CDCS assure deux missions complémentaires pilotées par son Centre des opérations humanitaires et de stabilisation (COHS) : la réponse humanitaire et le soutien à la stabilisation. La première vise à répondre aux besoins vitaux des populations confrontées à des crises d'ampleur. La seconde intervient en appui à la sortie de crise dans les contextes post-conflit, pour répondre aux besoins des populations et soutenir le relèvement de l'État.

Envoi de matériel médical de lutte contre la pandémie de Covid-19 en Inde, 01/05/2021



© Jonathan Sarago/MEAE

POURSUITE DE LA HAUSSE DES CRÉDITS BUDGETAIRES ET DES INTERVENTIONS

131 millions d'euros : c'est le budget total exécuté en 2021 s'inscrivant dans le cadre de la trajectoire de triplement de l'aide d'urgence d'ici 2022 (161 millions d'euros prévus en dotation initiale en 2022).

- **104,7 millions d'euros inscrits en loi de finances initiale 2021**
- **27 millions d'euros de crédits additionnels** mobilisés en cours d'année pour répondre à des besoins humanitaires spécifiques ou à des priorités politiques (programme présidentiel pour la Syrie,

crise en Afghanistan, fonds de soutien aux victimes de violences ethniques et religieuses au Moyen-Orient, fonds de concours).

260 projets financés dans 35 pays (contre 250 projets en 2020 dans 31 pays)

78 ONG financées

Un soutien important aux ONG françaises, qui reçoivent près de 70 % des financements accordés.



SUIVI DES ENGAGEMENTS PRÉSIDENTIELS PRIS LORS DE LA CONFÉRENCE NATIONALE HUMANITAIRE

L'année 2021 a été marquée par la mise en œuvre des engagements pris par le Président de la République lors de la Conférence nationale humanitaire du 17 décembre 2020.

Plusieurs mesures ont permis de renforcer le rôle de la France comme moteur d'une diplomatie humanitaire engagée. Ces priorités seront portées dans le cadre de la Présidence française de l'Union européenne.

- **Amélioration de l'accès bancaire des ONG**, grâce à la création d'un Comité de pilotage du dialogue Etat-banque-ONG pour favoriser la compréhension mutuelle du secteur humanitaire et du secteur bancaire, l'élaboration d'un guide des bonnes pratiques bancaires à

destination des ONG et des banques et enfin l'expérimentation du mécanisme de provision visant à faciliter les transferts financiers des ONG via les régies diplomatiques.

- **Renforcement du respect du droit international humanitaire**, avec l'élaboration de lignes directrices au sujet de la mise en œuvre des mesures restrictives rappelant le principe de non-ciblage des populations en situation de risque humanitaire.
- **Meilleure intégration des enjeux climatiques dans l'action humanitaire**, à travers la mise en place d'un groupe de travail réunissant le ministère et les ONG.

> Un dispositif de suivi et de contrôle renforcé

Afin de renforcer le dispositif de suivi des actions sur le terrain, plusieurs mesures ont été entreprises en 2021 :

- **Une restructuration interne du COHS**, désormais organisé en trois pôles (humanitaire, stabilisation, conformité-finances) et deux cellules (réponse d'urgence, partenariats), autour d'un chef de centre et d'une adjointe ;
- **La mise en place de deux conseillers régionaux**, portés par Expertise France, respectivement basés à Beyrouth et Ouagadougou, pour appuyer le suivi des projets dans les domaines de l'humanitaire et de la stabilisation.

> Une redevabilité accrue

Le pôle conformité – finances a renforcé la structuration interne du COHS afin d'appliquer un dispositif robuste d'identification des risques,

de contrôle et de sensibilisation de ses partenaires. Cela s'inscrit dans un contexte d'exigences accrues en matière de redevabilité, en particulier au regard des engagements de la France en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Au titre du bilan 2021, on relèvera :

- **46 partenaires ONG ayant fait l'objet d'une cartographie des risques** visant à évaluer leur solidité et à les accompagner dans l'amélioration de leurs procédures internes ;
- **50 audits réalisés** afin d'évaluer la bonne gestion administrative et financière des projets, la sécurité et leur efficacité et efficience sur le terrain ;
- **8 programmes d'évaluation par des tiers réalisés** (*third party monitoring*) pour s'assurer de la bonne réalisation des activités et de la traçabilité des fonds au cours de la mise en œuvre des projets sur les terrains les plus sensibles ;
- **Un suivi étroit des alertes** grâce au dispositif d'alerte interne mis en place en 2020 ;

- **La poursuite des objectifs du Grand Bargain**, socle de l'intervention humanitaire française, en faveur de **la localisation de l'aide** : le CDCS a accompagné **sept partenaires** afin de renforcer leurs procédures internes, et de **l'harmonisation des procédures avec les autres bailleurs** (internes ou externes au ministère) notamment avec la Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire (DGECHO) ;
- **Des actions de sensibilisation** des agents du CDCS, des ONG et des ambassades en lien avec le ministère de l'Intérieur, la Direction générale du Trésor et l'Agence française anticorruption au sujet de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, de la lutte contre la corruption ou encore au sujet de la mise en œuvre des mesures restrictives.



« ALIMA - Cameroun
projet genre »
Assistance
médico-nutritionnelle
pour les femmes
enceintes et les enfants
de moins de 5 ans
impactés par la crise
en recrudescence dans
le nord du Cameroun.

CONTRIBUER A LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES DE LA FRANCE

L'action humanitaire et de stabilisation du CDCS contribue à la mise en œuvre des engagements de la **stratégie genre de la France**. En 2021, **161 projets sur un total de 260, soit 65 % des projets financés par le CDCS, visaient significativement (130 projets) ou principalement (31 projets) à promouvoir l'égalité de genre.**

Ces projets s'articulent autour de **trois priorités thématiques** : **1.** lutte contre les violences faites aux femmes ; **2.** accès aux services sociaux et autonomisation économique des femmes ; **3.** promotion du rôle des femmes dans la résolution des conflits et la sortie de crise.

Parmi ces projets, on peut notamment citer : la construction d'une unité Femmes-Mères-Enfants au sein du futur Centre médical français du Sinjar, en Irak ; la lutte contre les violences basées sur le genre à l'Extrême-Nord du Cameroun ; le soutien à la santé sexuelle et reproductive au Venezuela ; l'accès à la santé, à l'éducation et à l'alimentation pour les femmes et les filles en Afghanistan ; l'accès aux soins de santé primaire et à l'hygiène pour les populations déplacées ou réfugiées au Bangladesh, en Arménie, au Burkina Faso et dans le bassin du Lac Tchad ; des ateliers de formation professionnelle pour les femmes irakiennes vulnérables en Jordanie.



FOCUS SYRIE : RENOUVELLEMENT DU PROGRAMME D'URGENCE DÉCIDÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

UN PROGRAMME D'AMPLEUR RENOUVELÉ POUR LA QUATRIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE EN 2021

50 millions d'euros versés par la France, dont 38 millions mis en œuvre par le CDCS.

30 projets humanitaires et de stabilisation financés et cinq contributions à des organisations internationales.

26 partenaires de mise en œuvre : ONG françaises, internationales et locales, agences des Nations unies, opérateurs de l'État.

TROIS PRINCIPAUX OBJECTIFS

1. Répondre, par des projets d'assistance humanitaire, aux besoins urgents des populations les plus vulnérables sur l'ensemble du territoire.
2. Contribuer, via des actions de stabilisation, à l'amélioration des conditions de vie des populations dans les zones libérées de Daech au Nord-Est.
3. Soutenir la société civile, les défenseurs des droits de l'Homme et les médias afin de participer à la diffusion des valeurs démocratiques.

24 MILLIONS D'EUROS D'AIDE HUMANITAIRE AU NORD-OUEST ET AU NORD-EST SYRIEN

- Réponse aux besoins urgents des populations déplacées dans le Nord-Ouest.
- Amélioration des conditions de vie au Nord-Est syrien, avec près de 8 millions d'euros alloués aux populations des camps et lieux de regroupement.
- Envoi de matériel médical de lutte contre la Covid-19 et soutien au secteur de la santé.
- Participation de la France à hauteur de près de 11 millions d'euros au Fonds humanitaire transfrontalier pour la Syrie géré par le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (BCAH).

14 MILLIONS D'EUROS POUR DES ACTIONS DE STABILISATION DANS LE NORD-EST

- Réponse structurelle aux besoins des populations : plus de 8 millions d'euros en faveur de l'irrigation, l'agriculture, la santé et le relèvement économique ; mobilisation contre la crise de l'eau.

École Adnan Al-Maleki



Avant



Après

Nord-est syrien : réhabilitation de 13 écoles et participation à la rescolarisation d'enfants au travers d'activités d'éducation informelle

- Poursuite du soutien à l'hôpital de Raqqa et appui à la structuration du système de santé dans les gouvernorats de Raqqa, Deir Ezzor et Hassaké.
- Actions de déminage dans les gouvernorats de Raqqa, Deir Ezzor et Alep.
- Renforcement de la société civile du Nord-Est syrien par le soutien à des structures et initiatives locales.

APPUI AUX ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, DES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME ET DES MÉDIAS INDÉPENDANTS

- Soutien aux journalistes et aux médias indépendants.
- Assistance aux défenseurs des droits de l'Homme.
- Lutte contre l'impunité par la documentation des crimes commis en Syrie.



L'action humanitaire

L'action humanitaire du CDCS comprend deux volets : la coordination de l'aide d'urgence de l'Etat en réponse à une crise soudaine ou une catastrophe naturelle, et la réponse humanitaire aux crises prolongées à travers le soutien à des projets mis en œuvre par des partenaires. Le CDCS coordonne la réponse humanitaire d'urgence de l'État, participe à l'élaboration de la politique humanitaire et assure le suivi des relations avec les différents partenaires.

AIDE HUMANITAIRE D'URGENCE

> Des opérations diversifiées pour répondre aux épidémies et aux catastrophes naturelles

Le CDCS est régulièrement mobilisé pour répondre, à travers l'envoi d'aide humanitaire en nature, aux besoins émergents au lendemain d'une crise soudaine : vague épidémique de Covid-19, catastrophe naturelle...

- **71 opérations** menées en 2021 dans plus de **40 pays** bénéficiaires.
- **Plus de 745 tonnes d'équipements médicaux** envoyées dans le cadre de la lutte contre les conséquences de la pandémie de Covid-19.
- **Des dons d'une valeur totale de plus de 41 millions d'euros**, dont 32 millions d'euros d'équipements médicaux offerts.
- **Des stocks de matériel positionnés en France et dans les territoires ultramarins**, permettant une capacité de réponse rapide : Paris, Guadeloupe, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française.
- **Des partenariats avec des fondations d'entreprises permettant la mise en œuvre de près de 20 opérations d'urgence** : transport d'aide humanitaire à titre gracieux (Fondation Airbus et Fondation CMA CGM), dons de médicaments (TULIPE), d'équipements de protection individuelle (Fondation Décathlon)

et de kits nutrition (Nutrisset), mise à disposition d'images satellites permettant de cartographier les zones impactées par des catastrophes naturelles (Fondation Airbus).

> Une aide Covid-19 dans le Pacifique Sud

Dans un contexte de regain épidémique lié au virus de la Covid-19 en Papouasie Nouvelle-Guinée au printemps 2021, la France s'est mobilisée en réponse aux besoins des autorités et de la population locale. Trois opérations ont été réalisées entre mars et mai 2021 dans le cadre du Mécanisme de protection civile de l'Union européenne (MPCU).



Livraison héliportée de vaccins dans les zones enclavées de Papouasie Nouvelle Guinée en partenariat avec la Fondation Airbus



UNE OPÉRATION EXCEPTIONNELLE EN FAVEUR DE LA LUTTE CONTRE LA COVID-19 EN INDE

A la demande du Président de la République, le CDCS a coordonné une opération de solidarité sans précédent en faveur de l'Inde pour aider le pays à faire face à une vague épidémique massive.



Envoi de conteneurs d'oxygène médical liquéfié pour l'Inde

26 hôpitaux équipés grâce à l'envoi de 29 unités de production d'oxygène médical et de matériel médical.

Près de **180 tonnes d'oxygène médical liquéfié**, livrées en partenariat avec Air Liquide et la Fondation CMA CGM grâce à un pont aérien et maritime transitant par le Qatar.

Plus de **3 millions d'euros** de dons provenant d'une vingtaine d'entreprises françaises afin de financer le transport, le matériel et des contrats de maintenance permettant d'assurer la pérennité du matériel.

- Envoi au départ de Nouméa de **60 tentes par avion militaire** des Forces armées en Nouvelle-Calédonie, destinées à la campagne de test/vaccination.
- Envoi depuis la France de matériel Covid-19 (test antigéniques, matériel d'oxygénothérapie, masques FFP2).
- Acheminement par hélicoptère de **doses de vaccins** dans les provinces enclavées de Chimbu et Jiwaka, en collaboration avec la Fondation Airbus.

> Une aide significative au profit de la Tunisie et du Liban

La Tunisie et le Liban ont bénéficié d'un soutien significatif du CDCS pour les aider à faire face aux conséquences de la pandémie.

- **Acheminement de près de 80 tonnes de matériel médical** au Liban à travers trois envois maritimes réalisés en partenariat avec la Fondation CMA CGM et un envoi aérien.
- **Une aide au profit** du ministère libanais de la Santé, des Forces armées libanaises, et des ONG libanaises et internationales.

- **Envoi de trois unités de production d'oxygène médical** permettant de rendre autonomes trois hôpitaux tunisiens pendant une dizaine d'années.
- **Plus de 64 tonnes d'équipements** de lutte contre la Covid-19, d'une valeur de près de 10 millions d'euros, acheminées à Tunis par voie aérienne et maritime.



Unité de production d'oxygène médical de la société Novair offerte par la France à la Tunisie



Opération franco-qatarienne d'aide humanitaire au profit de l'Afghanistan – décembre 2021

> Une opération d'aide humanitaire franco-qatarienne d'ampleur à destination de l'Afghanistan

Le 2 décembre 2021, le CDCS a mis en œuvre, conjointement avec le Qatar, une opération d'aide d'urgence au bénéfice de l'**Institut médical pour la mère et l'enfant à Kaboul** géré par l'ONG La Chaîne de l'Espoir

- **Acheminement du matériel d'urgence depuis Doha** à bord d'un vol militaire assuré par le Qatar.
- **Une aide de près de 20 tonnes**, constituée d'un Poste Sanitaire Mobile (PSM), de médicaments, d'équipements de protection et de denrées alimentaires d'urgence, d'une valeur d'un million d'euros.

> Aides médicale et technique en Guinée équatoriale

La France, via le CDCS, a répondu à l'appel à l'aide internationale lancé par le gouvernement de Guinée équatoriale à la suite des explosions qui ont touché un dépôt de munitions dans la ville de Bata et qui ont fait plus d'une centaine de morts et plus de 600 blessés.

- **Envoi de 11 tonnes de matériel** composé d'équipement médical, de médicaments et de tentes permettant de répondre aux besoins urgents des populations affectées par l'explosion.
- **Affrètement d'un avion-cargo** Antonov spécial pour acheminer rapidement le matériel.
- **Coordination du déploiement d'une équipe de dix spécialistes du déminage** mis à disposition par le ministère de l'Intérieur pour appuyer les autorités équatoguinéennes dans la gestion post-explosion.



Envoi de fret médical en Guinée équatoriale – mars 2021

RÉPONSE HUMANITAIRE AUX CRISES PROLONGÉES

En plus du programme exceptionnel de 50 millions d'euros pour la Syrie, le CDCS a renforcé son action dans les pays touchés par les plus grandes crises humanitaires, afin de répondre aux besoins vitaux des populations. Plus de 80 millions d'euros ont été consacrés à l'aide humanitaire par le CDCS en 2021.

> Réponse aux crises humanitaires chroniques

Le CDCS a maintenu son engagement pour répondre aux crises humanitaires prolongées, principalement en Afrique et au Moyen-Orient, mais également en Amérique et en Asie.

> Des besoins croissants sur le continent africain

- **Soutien aux déplacés internes et communautés hôtes au Burkina Faso et au Mali** : santé, aide alimentaire, abris, accès l'eau et à l'assainissement, protection.

- Réponse aux inondations au Niger.
- Réponse d'urgence face à la plus forte épidémie de choléra au Nigéria depuis dix ans.
- Soutien à la lutte contre les épidémies en République démocratique du Congo.
- Réponse à la crise nutritionnelle dans le Sud de Madagascar.



Aide d'urgence pour lutter contre la crise alimentaire à Madagascar

> Des crises graves au Moyen-Orient

- Réponse multisectorielle à la grave crise humanitaire au Yémen : santé, nutrition, eau-hygiène-assainissement.
- Hausse de l'aide humanitaire en faveur des populations libanaises et des réfugiés syriens et palestiniens au Liban, en application des engagements pris lors des conférences internationales de soutien au peuple libanais.
- Une réponse humanitaire croissante en Irak pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables et favoriser le retour des personnes déplacées dans les territoires libérés de Daech, avec un effort particulier sur l'accès aux soins et à l'éducation.

> Des crises prolongées en Amérique, en Asie et en Europe

- Réponse aux besoins des réfugiés Rohingyas présents dans la région de Cox Bazar, au Bangladesh.
- Soutien à la santé au Venezuela : qualité de la nutrition de personnes jeunes, de femmes enceintes ou de personnes âgées, santé sexuelle et reproductive et santé mentale pour un total cumulé de plus de 15 000 bénéficiaires.
- Soutien en médicaments et aide alimentaire aux populations installées des deux côtés de la ligne de front en Ukraine.



UNE AIDE SIGNIFICATIVE EN FAVEUR DE L'AFGHANISTAN

Au lendemain de la prise de pouvoir par les Talibans, la France s'est engagée à fournir une aide humanitaire d'ampleur à la population afghane, à travers la mobilisation d'une enveloppe de 100 millions d'euros. Le CDCS a mis en œuvre ses différentes capacités d'action pour répondre à cet engagement.

- Une enveloppe spéciale de 10 millions d'euros pour soutenir cinq projets humanitaires menés par des ONG françaises : aide alimentaire, aide hivernale, santé, soutien aux femmes et aux filles, aide aux personnes déplacées.
- Un soutien particulier à l'Institut médical Mère-Enfant de Kaboul, géré par l'ONG La Chaîne de l'Espoir.
- Mise en place de plusieurs opérations afin d'évacuer des centaines d'Afghans menacés par le régime des Talibans (plus de détails pp 10-11).



Aéroport de Doha : échanges entre le Ministre Jean-Yves Le Drian et des personnes évacuées de Kaboul avant leur vol vers Paris - septembre 2021

> Réponse aux conséquences du conflit du Haut-Karabagh en Arménie

A la demande du Président de la République, le CDCS a mobilisé une aide exceptionnelle pour répondre aux besoins des populations en Arménie affectées par le conflit au Haut Karabagh.

- **Distribution de l'aide en nature acheminée fin 2020**
- **Soutien à plusieurs projets humanitaires mis en œuvre par des ONG françaises** : sécurité alimentaire, santé, soutien psychosocial, hygiène.
- **Soutien à trois organisations françaises de la diaspora arménienne** afin de répondre aux besoins urgents des populations locales.
- **Structuration d'une coopération hospitalière franco-arménienne entre les hôpitaux de Paris, Lyon et Marseille et leurs homologues arméniens** visant à favoriser la formation des personnels médicaux dans le domaine de la chirurgie ou du traitement des syndromes post-traumatiques.

> Conflit au Tigré en Ethiopie

La crise humanitaire qui sévit au nord de l'Ethiopie depuis fin 2020 constitue l'une des plus graves crises dans le monde.

- **Soutien à des projets dans la région du Tigré** : réponse aux besoins urgents en matière d'alimentation et d'eau, hygiène assainissement.
- **Soutien à des projets dans la région de l'Afar** : fourniture d'abris et de biens de première nécessité en faveur des populations déplacées et communautés hôtes.
- **Aide humanitaire pour les populations éthiopiennes réfugiées au Soudan** dans le camp de Tunaydbah, dans l'État de Gedaref.

Réponse du CDCS et de la Croix-Rouge après l'éruption en RDC du volcan Nyiragongo

- **Co-organisation du pont aérien humanitaire vers Mekelle**, avec l'UE et l'Italie : deux vols mis en place pour lesquels le CDCS a fourni 10 tonnes d'aliments nutritionnels d'urgence, mis à disposition par Nutriset.
- **Mobilisation en faveur de l'accès humanitaire** et plaidoyer auprès des autorités éthiopiennes.

> Réponse aux conséquences du conflit israélo-palestinien

- **Contribution aux activités de plusieurs ONG, du CICR et de l'OIM pour protéger les populations vulnérables et accompagner les familles déplacées par le conflit.**
- **Soutien à plusieurs centres de santé dans la bande de Gaza**, pour améliorer l'accès aux soins d'urgence, la prise en charge des blessés graves et permettre un accompagnement psycho-social des patients.
- **Soutien au Consortium d'ONG en Cisjordanie, en coordination avec la Commission européenne (DG ECHO)**, afin d'améliorer les conditions de vie et l'accès aux services de base des communautés palestiniennes.

> Éruption du volcan Nyiragongo en République démocratique du Congo

- **Réponse d'urgence en faveur des sinistrés et personnes déplacées** par l'éruption du volcan Nyiragongo en partenariat avec la Croix-Rouge française.
- **Mobilisation du stock d'urgence** de la Plateforme d'intervention régionale de l'Océan Indien de la Croix-Rouge française.



> Une réponse humanitaire diversifiée face à des besoins multiples



Chargement de marchandises au quai d'embarquement de HI/Atlas logistique à Port-au-Prince, Haïti

- **Appui en matière de santé** pour soutenir les populations de Nzérékoré face à la résurgence de la maladie à virus Ebola en Guinée Conakry.
- **Soutien médical** aux populations affectées par l'explosion d'un camion-citerne à Freetown, en Sierra Leone.
- **Aide d'urgence** pour répondre à la crise alimentaire provoquée par la sécheresse dans le Grand Sud de Madagascar.
- **Aide d'urgence aux populations affectées par le séisme en Haïti** : fourniture d'abris d'urgence et amélioration de l'accès à l'eau, hygiène-assainissement grâce à l'envoi de plus de 74 tonnes depuis nos stocks situés en métropole et en Guadeloupe.
- **Mise à disposition d'images satellites** auprès de la FAO permettant de cartographier les zones inondables en Somalie grâce au partenariat noué avec la Fondation Airbus.

> La stabilisation

La stabilisation vise à appuyer la sortie de crise. Elle soutient les processus de transition et de réconciliation et le relèvement de l'État, y compris dans ses missions régaliennes. Elle apporte une réponse immédiate aux besoins essentiels des populations pour prévenir la réémergence des conflits. L'action de stabilisation s'adapte à la volatilité des contextes post-conflit, par une intervention sur le court terme visant un impact rapide et visible sur le terrain. En 2021, le CDCS a consacré près de 50 millions d'euros à des actions de stabilisation.

UN ENGAGEMENT RENFORCÉ EN FAVEUR DE LA SORTIE DE CRISE AU CAMEROUN

- **Une action de stabilisation dans les deux principaux foyers de crise**, à l'Extrême-Nord et dans la région anglophone du Nord-Ouest-Sud-Ouest.
- **Soutien à plusieurs ONG locales** : appui aux femmes, à la citoyenneté, aux médias, à la cohésion sociale et au dialogue communautaire.
- **Soutien à la décentralisation** pour contribuer à la sortie de crise au Nord-Ouest-Sud-Ouest.
- **Lutte contre les violences basées sur le genre dans la région de l'Extrême-Nord.**
- **Renforcement des capacités opérationnelles de la protection civile** par le financement de véhicules d'intervention et la formation des personnels.



FOCUS IRAK : UN EFFORT ACCRU AU PROFIT DE LA STABILISATION

MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS POLITIQUES EN FAVEUR DE L'IRAK

- **Lancement des travaux de l'unité Mère-Enfant de l'hôpital général** dans la ville de Sinjar, berceau de la communauté yézidie, en application des engagements présidentiels auprès de Nadia Mourad, co-lauréate du prix Nobel de la paix 2018.



Inauguration des travaux sur le site du futur Centre médical français du Sinjar

- **Une action diversifiée dans la province du Sinjar**, pour accompagner le retour des populations déplacées et lutter contre la résurgence de Daech : relance agricole, cohésion sociale, accès à l'eau et à l'assainissement.
- **Soutien médical et psycho-social aux victimes d'armes chimiques** dans le gouvernorat de Halabja.
- **Une action au bénéfice des minorités** à travers le Fonds de soutien aux victimes de violence ethnique et religieuse au Moyen-Orient. Le CDCS a financé une dizaine de projets afin d'accompagner le retour de ces populations dans le Nord du pays et de restaurer la confiance entre les populations et les instances gouvernementales : accompagnement des communautés yézidiennes dans la réhabilitation de leurs droits fonciers, amélioration

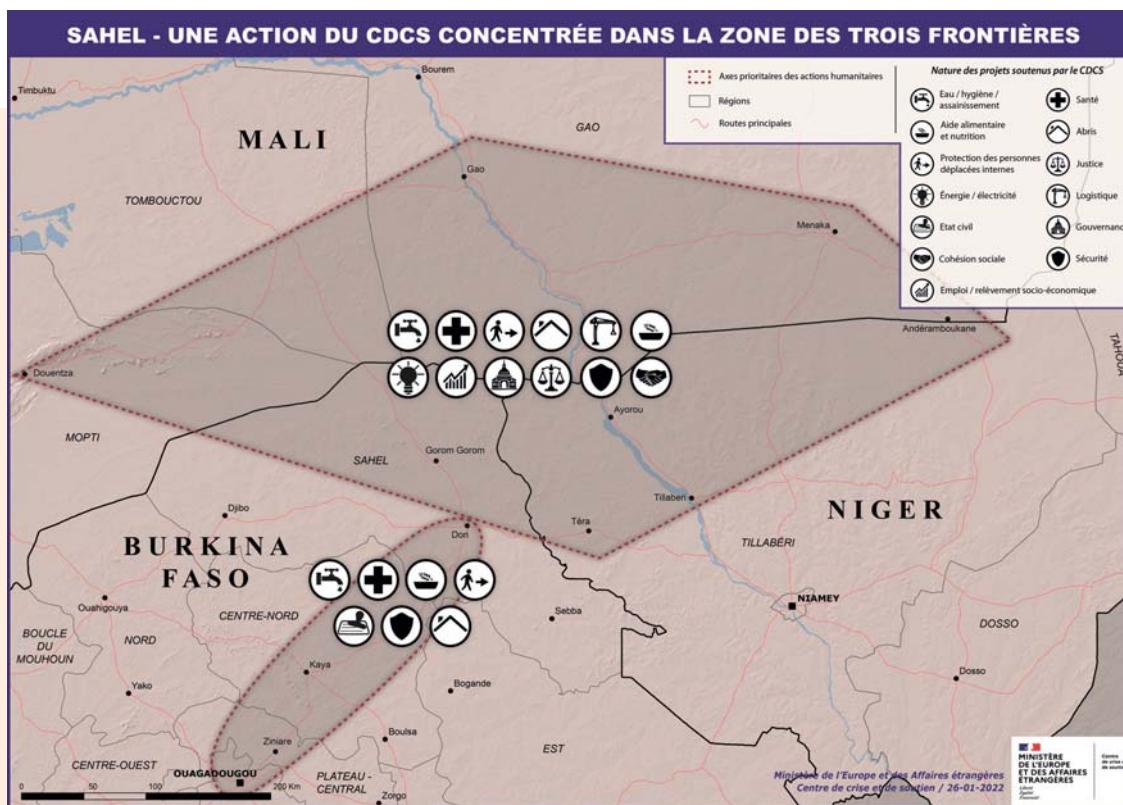
de la protection des populations par des activités de sensibilisation aux règles du droit humanitaire international auprès des acteurs institutionnels, aide matérielle et technique à la relance d'activités agricoles, amélioration de l'accès aux infrastructures publiques essentielles.

UN EFFORT CONSÉQUENT POUR STABILISER LE PAYS

- **Une enveloppe de 7,5 millions d'euros** consacrée à la stabilisation de l'Irak en 2021.
- **Un soutien au déminage** à travers la formation des forces de sécurité irakiennes, de l'éducation aux risques posés par les mines et une contribution au Service de l'action anti-mines des Nations unies (UNMAS).
- **Un appui au processus électoral** lors des élections législatives d'octobre 2021.
- **Lancement d'un projet de soutien aux éleveurs et pêcheurs** dans le gouvernorat de Bassora, dans le Sud, **soutien à la formation, à l'insertion professionnelle et à l'engagement civique de la jeunesse** à travers un projet de renforcement capacitaire des centres de carrière des Universités de Mossoul.



Projet Yanhad Irak : séance de travail avec des étudiants de Mossoul



FOCUS SAHEL : MISE EN ŒUVRE DU SURSAUT CIVIL ET POLITIQUE

ACTION EN FAVEUR DES POPULATIONS AU MALI

- Une action menée en articulation étroite avec l'opération Barkhane, grâce à la présence d'un chargé de mission sur le terrain.
- Accompagnement et formation de 150 jeunes à Gao, Gossi, Tessit, Ansongo et Labbezanga dans des métiers en tension (mécanique, coiffure, restauration, informatique, menuiserie...) : **apprentissage** d'une durée de 4 mois dans des entreprises et des centres de formation professionnelle de la région et **financement de kits professionnels**.
- Amélioration de l'accès à l'eau pour près de 50 000 habitants, principalement nomades, de la commune rurale de Gossi.



Mali : enseignements dans le cadre du parcours de formation en restauration de 12 apprentis, 2021

- Appui au retour des forces de sécurité maliennes pour favoriser la présence de l'État à Ménaka, Hombori, Labbézanga et Douentza.
- Soutien à la protection civile dans les régions de Ménaka et Hombori.

UN APPUI AUX POPULATIONS ET AU RETOUR DE L'ÉTAT DANS LA ZONE DES TROIS FRONTIÈRES

- Une action autour des piliers 3 (soutenir l'action de l'État et des administrations sur le territoire et favoriser l'accès des populations aux services de base) et 4 (aider au développement) de la **Coalition pour le Sahel** : une enveloppe de 11 millions d'euros consacrée au retour de l'État et à l'aide aux populations.
- Lancement d'un programme d'appui à la sécurité intérieure le long de l'axe Ouagadougou-Kaya-Dori au Burkina Faso.
- Appui aux autorités burkinabè pour la prise en charge des personnes déplacées internes et la délivrance de titres d'état civil.
- Réalisation de 120 actions d'appui au redéploiement de l'administration (dont : organisation de caravanes de la paix, patrouilles de sécurité intérieure, mise en œuvre de poursuites judiciaires, rencontres itinérantes entre les autorités et la population, tribunes foraines d'expression libre) dans la région de Tillabéri au Niger.



Soutien et formation aux agriculteurs dans le cadre de projets de relance agricole mis en œuvre par PUI au Liban

➤ Des actions spécifiques en matière de déminage, mais aussi d'appui dans le secteur agricole au Liban

Dans le cadre des efforts déployés par l'ensemble des bailleurs et partenaires en faveur de la stabilité au Liban, le CDCS est intervenu en 2021 en finançant les actions spécifiques suivantes :

- **Campagnes de sensibilisation et d'éducation aux risques posés par les mines** dans les gouvernorats du Mont Liban et de Baalbek-Hermel.
- **Lancement de la construction d'un centre cynotechnique** de formation de maîtres-chiens au déminage.
- **Relance agricole** dans le gouvernorat de l'Akkar, par la réhabilitation de serres, la distribution de kits agricoles et la formation ou la supervision technique des agriculteurs.
- **Appui aux forces de sécurité à travers le lancement d'un centre de secours en mer** hébergé sur la base navale de Beyrouth.

➤ Des actions en matière de médiation et réconciliation, et d'appui aux processus de transition

- **Réconciliation intercommunautaire entre agriculteurs et éleveurs** en République centrafricaine.
- **Soutien au processus transitionnel libyen**, via un projet pilote de réinsertion professionnelle d'anciens miliciens dans la vie civile.
- **Soutien à la justice transitionnelle** au Soudan.
- **Formation des acteurs locaux au droit international humanitaire** au Soudan, en Irak et au Yémen.
- **Contribution aux processus électoraux** en Ethiopie et en Libye.

> Bilan financier des opérations du COHS en 2021 : 131 M€ exécutés

119,5 M€ : opérations programmées

9,5 M€ : opérations d'urgence non programmées

2 M€ : autres (fonctionnement, appels d'offres pour les audits, missions, fonds innovant, etc.)

> Opérations programmées en zones de crise : 119,5 M€

Zone Afrique du Nord et Moyen Orient	
Pays	En M€
Syrie	39
Irak	9
Liban	4
Yémen	4
Libye	3
Territoires palestiniens	3
Jordanie	0.4
Total	62 M€

Zone Afrique et Océan Indien	
Pays/région	En M€
Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger)	18
Bassin du Lac Tchad (Cameroun, Nigeria, Tchad)	7
RCA	4
RDC	4
Soudan	3
Ethiopie	2
Soudan du Sud	1
Mozambique	0,5
Total	39,5 M€

Zone Asie	
Pays	En M€
Afghanistan	10
Bangladesh, Birmanie : crise des Rohingya	3
Total	13 M€

Zone Europe	
Pays	En M€
Arménie, Azerbaïdjan	3
Ukraine	1
Total	4 M€

Zone Amériques	
Pays	En M€
Venezuela	0,75
Haïti	0,25
Total	1M€

➤ Opérations d'urgence non programmées : 9,5 M€

En 2021, **745 tonnes de fret humanitaire ont été acheminées** :

- **33 pays** (certains pays ont bénéficié de plusieurs opérations en 2021) **ont bénéficié d'opérations de solidarité Covid-19** permettant l'acheminement de 550 tonnes de matériels pour un coût de 5.5 millions d'euros pour le budget du CDCS ;
- **11 pays ont bénéficié d'opérations de solidarité hors Covid-19** permettant l'acheminement de 195 tonnes de matériels pour un coût de 4 millions d'euros pour le budget du CDCS.

Grâce aux nombreux partenariats noués par le CDCS, une aide substantielle a pu être acheminée à un coût maîtrisé pour le CDCS (mise à disposition à titre gratuit de matériel médical par le ministère des Solidarités et de la Santé, de moyens de transports par des fondations d'entreprises, remboursements par le Mécanisme de protection civile de l'Union européenne, etc...).

Opérations de solidarité Covid-19	
Zone Afrique du Nord et Moyen Orient	Liban, Syrie, Tunisie, Irak
Zone Afrique et Océan Indien	Comores, Djibouti, Liberia, Maurice, Mauritanie, Ouganda, Soudan, Togo
Zone Asie	Afghanistan, Bhoutan, Birmanie, Inde, Laos, Mongolie, Népal, Papouasie-Nouvelle Guinée
Zone Europe	Kosovo, Lettonie, Monténégro, Portugal, Roumanie, Serbie
Zone Amériques	Bolivie, Brésil, Cuba, Equateur, Haïti, Sainte-Lucie, Suriname
Total 5,5 M€	

Opérations d'urgence hors Covid-19		
Pays	Nature de l'évènement	Date
Arménie	Conflit du Haut Karabakh : envoi d'aide d'urgence (affrètement de 5 avions et 2 bateaux entre novembre 2020 et janvier 2021)	Janvier 2021
Croatie	Séisme : envoi de 240 tentes et de containers d'habitation	Janvier 2021
Guinée Conakry	Ebola : envoi d'équipements de protection individuelle et de réactifs	Février à mai 2021
Guinée équatoriale	Explosion dans un dépôt de munitions à Bata : déploiement de 10 démineurs	Mars 2021
St-Vincent-et-les-Grenadines	Eruption du volcan La Soufrière : acheminement par la frégate Ventôse d'une aide d'urgence de la Croix Rouge française (PIRAC) depuis la Martinique et du stock du CDCS en Guadeloupe	Avril 2021
Haïti	Séisme : envoi de 30 malles Tulipe de kits médicaux	Août 2021
Lituanie	Crise migratoire : envoi de d'abris d'urgence (40 t)	Août 2021
Venezuela	Crise humanitaire : envoi de malles médicales Tulipe et de matériel destiné à la Chaîne de l'Espoir	Août 2021
Costa Rica	Inondations : soutien au redressement de l'économie rurale, durement touchée, par le biais de l'achat de nourriture et d'équipements pour les troupeaux bovins de la zone sinistrée	Novembre 2021
Birmanie	Crise humanitaire : envoi de dons de la fondation Décathlon (vêtements et masques)	Décembre 2021
Afghanistan	Crise humanitaire : envoi de matériel médical destiné à l'institut médical français de Kaboul	Décembre 2021
Total 4 M€		



Communication et relations extérieures



Le CDCS a animé un stand au Quai d'Orsay lors des Journées européennes du patrimoine pour présenter ses activités et ses services aux usagers les 18 et 19 septembre 2021.

Comme chaque année, le CDCS a accueilli des délégations étrangères, des parlementaires mais aussi des étudiants et organismes d'études tout au long de l'année.

En 2021, le CDCS a travaillé avec la Direction de la communication et de la presse du ministère pour mettre en exergue **plusieurs opérations majeures**,

notamment : les opérations d'évacuation d'Afghanistan, l'acheminement d'aide humanitaire et médicale au profit de la population libanaise, le pont aérien et maritime afin d'acheminer de l'aide médicale en Inde, au Népal ou encore en Tunisie face aux recrudescences de la pandémie de Covid-19.

RÉSEAUX SOCIAUX (DONNÉES AU 31 DECEMBRE 2021)

7 108 abonnés
au compte twitter
du CDCS @CdCMAE
(contre 5 775 en 2020)

39 600 abonnés
au compte twitter
@ConseilsVoyages
(contre 32 300 en 2020)



UNE NOUVELLE VERSION DE L'APPLICATION MOBILE DES CONSEILS AUX VOYAGEURS EST DISPONIBLE DEPUIS LE 16 DÉCEMBRE 2021

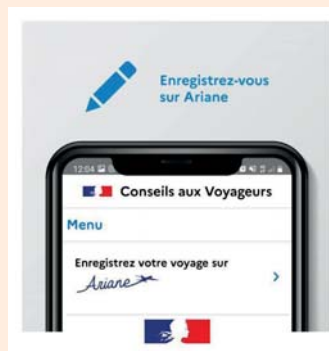
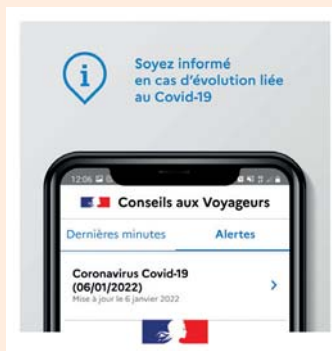
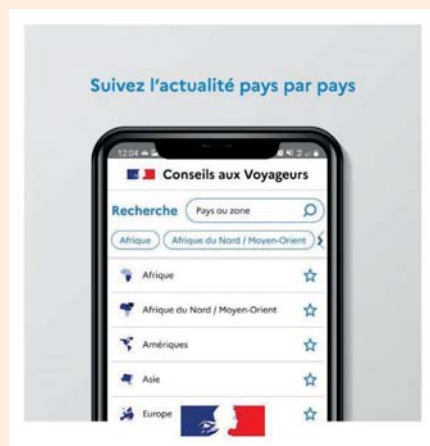


Créés en 1999, les Conseils aux voyageurs ont connu ces dernières années une très forte hausse de leur fréquentation sur le site France Diplomatie. 2021 marque une année record avec plus de 63 millions de consultations.

Pour répondre aux besoins des Français qui voyagent à l'étranger, le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères a décidé de moderniser l'application mobile lancée en 2012.

Dans cette nouvelle version, l'utilisateur aura accès comme sur le site internet aux 191 fiches pays : conseils sécuritaires (mentions écrites et cartes), conditions d'entrée et de séjour, restrictions sanitaires (vaccins obligatoires, restrictions de circulation liées à la pandémie de Covid-19...) et autres éléments utiles au bon déroulement du séjour (usages et coutumes, législation locale, etc.).

La nouvelle version de l'application peut être téléchargée sur Android et IOS.



Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
Centre de crise et de soutien

37 Quai d'Orsay, 75351 Paris, France
@francediplo / @CdCMAE / @ConseilsVoyages

© MEAE 2022

Photographie de couverture : Accueil à Abou Dabi des personnes évacuées de Kaboul lors de l'opération APAGAN en août 2021 © Philippine Gautier/ECPAD-FFEAD/Défense
Maquettage : Iskouhi Mouradian